

DIREKTION FÜR ENTWICKLUNGSZUSAMMENARBEIT UND HUMANITÄRE HILFE

Bern, le 20 janvier 1989

Referenz: t.311 Zimbabwe 19 - CP/TSA

ANTRAG Nr. 26/89

(bis Fr. 999'999.--)

für technische Zusammenarbeit

für finanzielle Zusammenarbeit

(nur für Finanzhilfe multilateral)

BAWI

1. An: Direktor DEH

2. Land/Region/Kontinent: ZIMBABWE

3. Bezeichnung der Aktion und der Phase: Contribution au fonctionnement du Zimbabwe Institute on Southern Africa ZISA

4a. Kurzname der Aktion:

ZIMBABWE INSTITUTE ON SOUTHERN AFRICA

4b. Kurzname der Phase:

PHASE

an	MMA	WRDF	CP		a/a
Datum	2.2				
Vorg	M	R	F	CP	CP
EDA - 2. Feb. 1989					
Ref. <u>t.311 Zimbabwe 19</u>					

5. DEH gegenüber verantwortliche Institution mit Adresse (bei eigener Aktion der DEH offen lassen):

6. Beantragter Kredit Fr. 420'000.--

Sektionschef(s):

Abteilungschef (s) :

Wiederkehr
Th. Wiederkehr

Ulrich Thully Cart
H.-Ph. Cart

ENTSCHEID (*)

Kopie ging an:
pre Youa
Harare

Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (DEH):

Bern, *23.1.89*

R. Schachelin

Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI):
(für Finanzhilfe multilateral)

Bern,

(*) Gemäss Verordnung über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe vom 12. Dezember 1977:

Kredite der Technischen Zusammenarbeit
bis Fr. 999'999.--, Unterschrift DEH

Kredite der finanziellen Zusammenarbeit
- bilateral, bis Fr. 999'999.--

Unterschrift DEH

- multilateral, bis Fr. 999'999.--

Unterschriften DEH, BAWI

Bitte offen lassen:

Krediteröffnung / Ländercode / Haupt- & Sachgruppe / Aktionscredit Nr. / Phase /
Kontenplan

□ □ □

□ □

□ □ □

□ □



1. Le rôle possible du Zimbabwe dans le dialogue en Afrique australe

- 1.1 Les années d'indépendance du Zimbabwe ont été marquées par un effort sincère de réconciliation entre Noirs et Blancs. Sur le plan politique, les 20 sièges sur les 100 que compte le Parlement et qui étaient réservés aux Blancs (2% de la population) ont été supprimés lors d'une réforme constitutionnelle. Mais 11 personnalités blanches des milieux de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ont été nommées membres du Parlement (la constitution prévoit à côté des membres élus du Parlement un certain nombre de sièges réservés à des personnalités nommées). L'intégration politique des mouvements noirs (ZANU de Mugabe, essentiellement implanté dans les milieux Shona et ZAPU de Nkomo, essentiellement représentative des Ndebele du sud-ouest du pays) a été nettement plus laborieuse: elle a finalement abouti à une fusion au sein de la ZANU, les Ndebele recevant cinq portefeuilles ministériels.
- 1.2 Sur le plan économique, la communauté blanche a conservé une position dominante, aussi bien dans l'agriculture commerciale que dans l'industrie et les services. Certains Blancs, qui ne partagent pas les opinions des autorités en matière politique, se sont concentrés sur leurs fermes, sur leurs affaires sans qu'ils aient à pâtir de leur attitude. Les déclarations officielles en faveur du socialisme coexistent avec une économie moderne qui, pour l'essentiel, est restée d'essence capitaliste et laisse une large place à l'initiative privée.
- 1.3 Néanmoins, la situation économique d'ensemble est assez préoccupante. L'appareil de production, vieilli au moment de l'indépendance (conséquence des sanctions prises contre la Rhodésie), donne des signes visibles d'essoufflement. Si un surplus est dégagé par l'agriculture (maïs surtout), le Zimbabwe est entouré de pays qui ont des besoins, mais aucune devise pour les satisfaire. La politique sociale menée après l'indépendance pour répondre en partie aux aspirations très fortes de la population noire, a coûté et coûte fort cher à l'Etat et les investissements productifs (publics ou privés) n'ont pas suivi pour offrir un emploi aux élèves et étudiants qui quittent l'école. Ces difficultés économiques sont encore aggravées par les conséquences des troubles du Mozambique, par les actions de déstabilisation menées par l'Afrique du Sud dont le Zimbabwe est économiquement largement dépendant, et par l'enclavement du pays.
- 1.4 C'est dire que l'avenir économique du Zimbabwe n'est pas exempt de nuages. Une dégradation de la situation pourrait se traduire économiquement, puis politiquement par une tension très forte entre des masses urbaines et rurales pauvres et frustrées dans leurs attentes d'une part, et d'autre part une minorité de "nantis" formée d'une nouvelle élite noire et de la plupart des Blancs. Des heurts de classes pourraient facilement se muer en conflits raciaux.

- 1.5 Néanmoins, le Zimbabwe est en Afrique australe le pays de la réconciliation entre Blancs et Noirs, le pays du pragmatisme économique, préfigurant sous plusieurs aspects ce que pourrait être une société sudafricaine multiraciale. Parmi les pays de la SADCC, le Zimbabwe est aussi celui dont l'économie ne s'est pas effondrée (avec celles du Botswana et du Swaziland), qui a su éviter les excès de solutions théoriques; pour ne pas déséquilibrer la SADCC, le Zimbabwe doit plutôt veiller à ne pas trop jouer le rôle de leader régional auquel son développement économique relatif et sa situation centrale le porteraient. Il est certain que dans le dialogue des politiques de développement qui s'est instauré depuis plusieurs années au sein de la SADCC, l'apport du Zimbabwe a été très important (par l'apport aussi de quelques fortes personnalités telles que le ministre Bernard Chidzero ou l'ancien ministre de l'agriculture Dennis Norman), et qu'il n'est indirectement pas étranger aux revirements de politique économique qui ont lieu au Mozambique et en Tanzanie.
- 1.6 Les autorités zimbabwéennes sont très conscientes de cette situation particulière et désirent en jouer sur plusieurs plans. La création du Zimbabwe Institute on Southern Africa (ZISA) en est un des moyens.

2. Le Cold Comfort Farm Trust (CCFT)

- 7 | Der Cold Comfort Farm Trust wurde erst 1986 gegründet, nachdem die Cold Comfort Farm Society bereits seit 1965 betrieben wurde (1971 - 80 durch die rhodesische Regierung geschlossen).

Die 1965 auf der Cold Comfort Farm etablierte Gesellschaft (Farm Society) bezweckte in ihren ersten Jahren

- Arbeitsplätze für entlassene schwarze Rhodesier zu schaffen
- das friedliche Zusammenleben von gleichberechtigten Schwarzen und Weissen zu demonstrieren
- die Handarbeit wieder aufzuwerten.

Unter dem Einfluss von Mitgliedern wie Didymus Mutasa (heute Speaker of the House of Assembly) und Moven Mahachi (bis Ende 1987 Minister of Lands, Agriculture and Rural Resettlement, heute Minister of Home Affairs), wurde die Farm jedoch bald zum Treffpunkt für die Nationalisten-Bewegung. Da die Genossenschaft den gewaltlosen Widerstand der Tangwena Leute unterstützte, galt sie auch als Symbol des nationalen Widerstandes. Die Schliessung durch die Regierung kam 1971 also nicht überraschend.

1981 wurde die Gesellschaft reaktiviert, wobei auf einer 100 ha Farm, 12 km von Harare entfernt, eine Kooperative mit 70 dort wohnhaften Mitgliedern etabliert wurde. Die Genossenschaft erwirtschaftete 1987 bei einem Umsatz von Z\$ 340'000* einen Gewinn inkl. Lohnsumme von Z\$ 138'000, welcher zu rund 90% an ihre Mitglieder und an Saisonarbeiter zurückfloss. Sie ist also finanziell eigenständig, dies nicht zuletzt dank der stark diversifizierten Produktion (Gemüse, Geflügel, Herstellung von Teppichen, Möbeln, Zement und Drahtgeflecht).

Die Cold Comfort Farm gilt allgemein als vertrauenswürdig, was sich nicht zuletzt in der jahrelangen Unterstützung durch in- und ausländische Donatoren zeigt (1985 und 1986, je 92'000 Z\$, 1987 und 1988 je 500'000 Z\$ Beiträge; 1988 trugen schweizerische Institutionen wie Fonds für Entwicklung und Partnerschaft in Afrika, Christlicher Friedensdienst, HEKS und Kanton Baselland insgesamt rund Sfr. 190'000.- dazu bei).

La DDA s'est engagée en octobre 1988 (crédit no 241/88) à soutenir le développement de la Cold Comfort Farm par un montant de Sfr. 220'000.-- destiné à expérimenter un modèle d'unité intégré de production de porcs et de poissons basé sur une technologie adaptée respectueuse de l'environnement.

2.2 Mit der Gründung der Stiftung 1986 wurde die Farm Society ein Teil der Stiftung. Diese versucht, an der Lösung der zwei hauptsächlichen Bedrohungen für Zimbabwe, d.h. der Politik Süd-Afrikas und der Arbeitslosigkeit in Zimbabwe, mitzuwirken.

Die Aktivitäten der Stiftung beinhalten:

- Farm Management (1988 bei 4 Farm-Kooperativen, wovon 2 Farmen im Auftrag der Regierung)
- Verbreiten von angepasster Technologie
- Süd-Afrika Programm (1988 Gründung des Institute on Southern Africa).

Le Board of Trustees du CCFT est formé de personnalités de premier plan de la politique et du monde des affaires: Didymus Mutasa, speaker du Parlement (président), Canaan Banana (anc. président du Zimbabwe), Maurice Nyagumbo (sen. minister of political affairs), Emmerson Mnangagwa (minister of justice), Nathan Shamuyarira (ministre des affaires étrangères), Moven Mahachi (ministre de l'intérieur), Bernard Chidzero (sen. minister of finance, economic planning & development), Patrick Chinamasa et Amina Hughes (sénateurs), Newton Nyamupingidza, John Carter, Ray Roberts, Roy Lander, Basil Nyahadze (hommes d'affaires). Le directeur du CCFT est un Blanc, d'origine sudafricaine, Marc Collier.

3. Le Zimbabwe Institute on Southern Africa (ZIPA)

3.1 La position des milieux dirigeants du Zimbabwe est difficile quant à l'attitude qu'il convient d'avoir à l'égard de la RSA, et ceci aussi bien au sein du Gouvernement que du Comité central de la ZANU. Certains sont en faveur du dialogue avec la RSA, d'autres pensent qu'il faut d'abord aider l'ANC et qu'ensuite seulement le Gouvernement de RSA sera disposé à entamer une discussion sérieuse. Cette dernière attitude entraîne la perte de beaucoup de vies humaines et de biens économiques et le Président du CCFT, Didymus Mutasa sait bien les souffrances que coûte une guerre de libération puisqu'il a fait celle du Zimbabwe. Il en découle une double attitude de la part du Zimbabwe:

- le Gouvernement du Zimbabwe appuie financièrement, et seulement financièrement, l'ANC et se déclare partisan des sanctions à l'égard de la RSA;
- ceux qui veulent le dialogue avec des représentants des milieux sudafricains aussi variés que possible, le font, mais ce n'est pas la politique officielle du Gouvernement qui toutefois ferme un oeil ou les deux.

C'est pour répondre à cette préoccupation du dialogue dont il est un fervent partisan, que D. Mutasa et le CCFT ont créé le ZISA, s'inspirant un peu du modèle des fondations politiques allemandes (F. Naumann-, K. Adenauer-, F. Ebert-Stiftungen) par rapport aux partis politiques (FDP, CDU, SPD).

3.2 Le ZISA a deux tâches principales:

- faciliter la venue au Zimbabwe de leaders sudafricains (et aussi namibiens), principalement blancs, pour engager le dialogue avec d'autres Sudafricains ou Africains d'autres pays, et pour se rendre compte des relations interraciales au Zimbabwe;
- établir un centre de documentation et de recherche sur l'Afrique du Sud qui soit à disposition des leaders des Etats de la SADCC.

3.3 Dans la mise en oeuvre de la politique du dialogue, le ZISA met l'accent sur une préparation soigneuse, sur une discrétion aussi grande que possible. La question centrale est bien de "how to preach to the unconverted", car il faut chercher le contact avec autrui, surtout si on ne l'aime pas et ne partage pas ses idées. Le ZISA entretient des relations étroites avec l'ANC et l'IDASA, mais désire aussi faciliter d'autres contacts p.ex. entre professionnels: journalistes, professeurs, étudiants, juristes, hommes d'affaires, etc. Le dialogue peut prendre la forme de séminaires sur un sujet précis, mais aussi de simples rencontres: un séminaire organisé avec l'IDASA sur le droit (roman dutch law) pour spécialistes sudafricains et africains, une visite de fermiers Afrikaaners blancs qui ont reconstruits des Zimbabweens blancs parlant afrikaans et expliquant comment ils vivaient

au Zimbabwe sans être des partisans de la ZANU, ou une visite d'étudiants Afrikaaners à l'Université de Harare (il y avait parmi eux deux petit-fils de Verwoerd: l'un partisan d'une société non- raciale, et l'autre d'un Homeland blanc !). D'autres visites ont été organisées pour des Blancs de Namibie (sur financement de l'Ambassade de RFA). Pour que le dialogue soit réel, il faut généralement que les groupes soient composés au maximum d'une dizaine de personnes.

- 3.4 Le dialogue s'adresse aussi aux leaders noirs vivant en Afrique du Sud, bien qu'il puisse être difficile pour eux d'obtenir un passeport pour se rendre au Zimbabwe. En effet, le climat psychologique qui règne en RSA ne facilite pas le dialogue, ne permet pas de prendre un recul qui encourage à repenser certains problèmes, certaines attitudes, n'offre pas la possibilité de vivre d'autres expériences.
- 3.5 Les activités de documentation et de recherche répondent au besoin de plus impliquer les pays de la SADCC. Les recherches, les publications sur la RSA sont très nombreuses, mais généralement le sont par des Blancs d'Afrique du Sud, d'Europe ou d'Amérique du Nord, restent ignorées dans les pays de la SADCC et ne servent pas à la formulation des politiques de ces pays. Il s'agit donc surtout de diffuser les résultats de recherches, et d'entreprendre certaines recherches complémentaires et ainsi de soutenir les efforts pour dépasser les slogans, étayer et préciser les politiques possibles pour l'Afrique australe dans son ensemble.
- 3.6 En annexe une présentation des buts du ZISA donne quelques précisions supplémentaires. Il faut tenir compte du fait que ce texte date d'octobre 1987.
- 3.7 Le ZISA a commencé ses activités sur une base provisoire au cours de 1988. Les plans prévus en font une institution relativement modeste: quatre collaborateurs, assistés d'un documentaliste et de personnel de bureau, et lui donnent la souplesse nécessaire pour s'adapter à une situation qui évoluera.

Les collaborateurs qui ont été recrutés proviennent d'horizons différents: un Allemand, Helmut Orbon, ancien responsable du programme du Deutsches Entwicklungsdienst (DED) au Zimbabwe, pris en charge par la Friedrich-Ebert-Stiftung, un Sudafricain blanc, Peter Wellman, ancien journaliste au Rand Daily Mail de Johannesburg, un Sudafricain noir, Moeletsi Mbeki, diplômé de Harvard et frère d'un leader de l'ANC, un universitaire du Zimbabwe. Il était aussi question d'engager le fils du directeur de l'IDASA Alex Boraine, mais les autorités sudafricaines ne lui ont toujours pas rendu le passeport qu'elles lui avaient retiré il y a quelques années.

4. Budget et financement

4.1 Le budget initial du 1.4.88 au 31.3.90 se monte à:

- Salaires	Z\$	368'400.-
- Equipement de bureau, de bibliothèque, de conférence et un minibus	Z\$	112'900.-
- Frais de fonctionnement, y.c. publications	Z\$	429'000.-
- Conférences et visites	Z\$	90'000.-
- Réserve pour imprévus	Z\$	50'000.-
TOTAL	Z\$	1'050'300.-
		=====

4.2 Financement:

- Fondation Rockefeller	Z\$	270'000.-
- Haute Commission britannique	Z\$	50'000.-
- Friedrich-Ebert-Stiftung	Z\$	12'100.- *
- DDA	Z\$	500'000.-
- à trouver	Z\$	218'200.-
	Z\$	1'050'300.-
		=====

* La Friedrich-Ebert-Stiftung assure en plus le salaire d'un collaborateur et prend en charge les frais de conférences et de visites.

Il est ainsi proposé que la DDA assure une contribution de Z\$ 500'000.- à la phase de lancement du ZISA, soit au taux de -.84., un montant de SFR 420'000.-.

Un éventuel gain de change pourrait être utilisé, le cas échéant, pour compenser les effets d'une inflation locale sur les coûts.

4.3 Le suivi sera assuré par les contacts qu'entretiendra notre ambassadeur, par des rapports d'activités semestriels et au besoin des missions sur place. Le contrôle financier sera opéré par la production des comptes annuels révisés par la fiduciaire Peat, Marwick, Mitchell & Co de Harare.

5. Appréciation

Cette action au Zimbabwe répond au souci d'encourager le dialogue entre Sudafricains qui est un des volets du programme de mesures positives à l'égard de l'Afrique du Sud.

Elles est en quelque sorte le pendant de la contribution que nous accordons à l'IDASA. En soutenant la volonté du dialogue "de l'autre côté", elle peut contribuer à renforcer la position des Noirs qui pensent que le dialogue est la méthode de résolution des conflits et leur permet de mieux comprendre notre attitude face à l'Afrique du Sud et à l'Afrique australe dans son ensemble. Elle peut aussi faciliter la tâche de notre ambassadeur au Zimbabwe dans les contacts qu'il entretient avec les dirigeants du pays et les représentants de l'ANC à Harare et Lusaka.

La préparation de cet engagement a été faite par le chef de la division pour l'Afrique et l'Amérique latine qui s'en est entretenu longuement par deux fois avec le speaker du Parlement et président du CCFT, Didymus Mutasa et avec le directeur du CCFT, Marc Collier.

Notre ambassadeur à Harare et la Division politique II soutiennent cet engagement.

6. Proposition

Vu ce qui précède, nous proposons de libérer un montant de

SFR 420'000.--
=====

en tant que contribution au lancement et au fonctionnement du Zimbabwe Institute on Southern Africa. Le montant de SFR 420'000.-- sera porté à la charge du crédit de programme de 2,1 milliards de francs selon l'AF du 23 septembre 1987. Les dépenses découlant de cet engagement seront imputées à la rubrique budgétaire 202.493.

* * * * *

The Zimbabwe Institute on Southern Africa

Documentation/Research Unit and Dialogue Forum

As apartheid has divided South Africa's people, so too has it divided the people and nations of southern Africa. The consequences of these divisions are increasing violence and greater hardship for all the peoples of the sub-continent.

Southern Africa, already impoverished by decades of underdevelopment, is caught in the grip of a low-to-medium-intensity war. This conflict -- induced by South Africa's compulsion to destabilize its neighbours in order to sustain minority domination -- has cruelly punished the majority-ruled states of southern Africa. In the east, South Africa's activities severely threaten the stability of Mozambique; in the west, South Africa's unwillingness to end its continued occupation of Namibia has crippled the fortunes of Angola, potentially one of the richest country's in the sub-continent.

As hardship has visited individual Frontline States, so it has been transmitted to others: Mozambique's trauma touches Zimbabwe, Tanzania and Malawi; Angola's misfortune affects Botswana, Zambia, Zimbabwe and Zaire. Thus, the development and human potential of southern Africa's Frontline States are circumscribed by the political choices of South Africa's minority white electorate. Clearly, therefore, the majority-ruled states of southern Africa share a desire to bring about an expeditious end to apartheid.

Throughout the international community, apartheid is recognised as an affront to human dignity and as a threat to the security of the Southern African region. The community of nations share a common responsibility for the liberation not only of all South Africa's people, but for the prosperity and defence of the Frontline States.

Aside from a geographical location, white-ruled South Africa shares many common features with its neighbours : similar colonial origins and the desire for regional prosperity, to name only two. However, one crucial issue divides them : majority rule. South Africa's present drama surrounds the white minority's fear of the political choices which will lead to majority rule. Like much fear, the fears of South Africa's white minority is rooted in ignorance of the possibilities of a non-racial society.

Therefore, a key to the resolution of South Africa's political trauma is to be found in the example of individual Frontline States. Zimbabwe is particularly instructive. Despite many years of war, this society has established remarkable reconciliation between previously hostile protagonists. The post-Independence experience in Zimbabwe has shown that human, political and economic problems need not be viewed through a racial prism.

We intend to establish two institutions which will assist the process of necessary change in South and Southern Africa by research and the engagement of the various parties in an ongoing dialogue on the future. In addition, the institutions will also hope to involve the wider international community creatively in the process of inevitable change.

In a recent paper, the South African-born, American scholar David Hirschmann writes :

Fundamental to the objectives of SADCC (the Southern African Development Co-ordination Conference, founded in 1981) is its relationship to the South African State. The domestic and foreign policies, interventions and responses of the South African Government, the South African Defence Force and South Africa's major public corporations involved in agriculture, trade and transport are of central concern to the Organization. Reducing dependence on South Africa, because of both its discriminatory racial policies and its economic dominance of the Southern African region, anticipating and responding to its economic strategies, preparing for and dealing with its destabilizing activities, and monitoring carefully its domestic, political, social and security policies must...(become)... key items on the working agenda of SADCC officials and SADCC member states.

Hirschmann highlights an important issue : the dearth of coherent, cohesive and reliable information about events in South Africa in-- and between -- the Frontline States. Ironically, while South Africa is undoubtedly important in the foreign relations of these countries, their respective foreign policies have been largely directed away from their southern neighbour. South Africa has capitalised on this omission.

The unit aims to overcome these shortcomings by providing policy-makers in the Front-Line States with a window through which developments on both sides of South Africa's political divide may more clearly be understood. This will not be an easy task. The capacity to read events in South Africa is -- for perfectly understandable reasons -- often blurred by pre-determined choices which are themselves reinforced by selective readings and ideological preferences. In recognizing this, the unit will only aim to address, as far as possible, developments in the South African political process -- broadly defined -- which may affect the policy issues within individual Frontline States, and within the SADCC structure.

In brief, the unit will report, interpret and, where necessary, recommend options to policy-makers.

Of structural importance will be the dissemination of the research and its findings. Without wishing to appear prescriptive, the sponsors of this document have identified two separate channels : confidential briefings in oral or written form and publications intended for a wider public. These suggestions should be carefully considered by the Board of Advisors who, in deciding on this issue, should be guided by the need to bring the greatest possible benefit to individual Frontline States, and the SADCC grouping.

The frontline experience can play a decisive role in liberating South Africa's ruling minority from their fears by encouraging them to look beyond the narrow confines of apartheid towards a harmonious, non-racial future. Within the existing diplomatic and political structures, this cannot be done, and there is thus a need to establish an institution which can play a facilitating role in enabling the Frontline experience to reach out both to white South Africa and white Namibians.

It is, therefore, proposed to establish a forum in Harare which will encourage and foster an exchange of views and experiences between Southern Africa's divided peoples. This forum will aim to bring together those parties interested in an expeditious end to southern Africa's present political travail by ending South Africa's system of racial domination.

The forum is charged with organizing conferences, meetings, symposia and engaging in similar activities which will foster a spirit of goodwill between all the peoples of southern Africa, and sympathetic parties from outside the region. In so doing, it will encourage an atmosphere in which honest, cool-headed debate about the region and its future can take place. This is to be done by identifying suitable partners, both within and without southern Africa, who share and wish to be a part of these goals.

Just as there has been life-after-U.D.I., so too will there be life-after-apartheid. Every black South African knows that; not every white South African does.

For many white South Africans only the experience of a working non-racial democracy will enable them to see the realisation of their own inevitable future. But not only is such contact necessary for those for whom the paradigm of apartheid is no longer operative and are uncertain what to replace it with, it is also important for those white South Africans who still support apartheid but are open to change.

We have developed a working relationship with I.D.A.S.A. (Institute for a Democratic Alternative for South Africa). I.D.A.S.A. was formed by Dr. Frederick van Zyl Slabbert, former leader of the Progressive Federal Party in South Africa and Dr. Alex Boraine, a leading P.F.P. M.P. Both resigned as M.P.'s after 12 years in Parliament in the belief that Parliament was no longer a forum for real political debate or a vehicle for change in South Africa. As both the Government was operating de facto outside Parliament through the State Security Council and the State Security Management System and as the main opposition groupings were also extra Parliamentary (U.D.F., cosatu etc), they wished to publically recognise that reality and work from a new base, viz. I.D.A.S.A.

GODIERUNGSBLATT für Antrag-Nr. 26/89...

Eintretensantrag
 Kreditantrag

1. Land/Region/Kontinent: ZIMBABWE

13. KONTENPLAN

2. Kurzname der Aktion: ZIMBABWE INSTITUTE ON SOUTHERN AFRICA

Ländercode

Nr./Bezeichnung der Phase: Phase 1

Haupt- und Sachgruppe

3. Form des Beitrages: nicht rückzahlbar rückzahlbar

4. Neue Aktion

Aktionskredit

Eintretensantrag (Konto-Nr.) annullieren

Weiterführung der Aktion (vorangehender Antrag, Nr.)

Phase

Zusatzkredit zu Antrag, Nr.

5. Phasen-Dauer: Monat Jahr Monat Jahr

Unbefristet-Beginn 19 Ende 19

Befristet -Beginn 04 19 88 Ende 03 19 90

FINANZPLANUNG

6. Verantwortlichkeiten: Kat.:

Zuständigkeit

- a) geographische Sektion/Sachbearbeiter: Afr..orient./CP
 - b) Fachdienst/Sachbearbeiter:
 - c) FZ Sektion/Sachbearbeiter:
- } .I..

7. Aktionstyp: a) TZ oder FZ b) bilat. oder multilat.

Aktionstyp

8. Durchführung:

Aktion der DEH Beitrag für bestimmte Aktion Allgemein.Beitrag (Programmbeitrag)

- direkte Aktion
- Auftrag Privatfirma
- Regie CH Hilfswerk
- Regie CH öff.Instit.
- Andere
- CH Hilfswerk
- CH andere Instit.
- Internat. Organ. UNO
- Internat. Organ. andere
- Lokale NGO
- Nicht CH Organ. andere

9. DEH gegenüber verantwortliche Inst. in der Schweiz/im Drittland: ..
 Qld Comfort Farm Trust, P.O. Box 8055 Causeway
 Harare/Zimbabwe

Institution

10. a) Name der verantwortlichen Partnerinst. im Entwicklungsland:
 idem

b) Status der Partnerinst.: öffentlich halbstaatlich privat

11. Tätigkeitsbereich: politique générale

Sektor

12. a) gepl. Verpflichtungen (in 1'000 Fr.) b) gepl. Auszahlungen (in 1'000 Fr.)

inkl. beantragter Kredit

		4	2	0
		3	0	0
		3	0	0

19 89
19 90
19 91
19 92
19 93

		3	0	0
		2	7	0
		1	5	0
		1	5	0
		1	5	0

Codierung überprüft (Visa):